

## L'HOPITAL DESCEND DANS LA RUE POUR RECLAMER UN TRAITEMENT DE CHOC

FRFR

FRS0154 0597 /AFP-IV74

PARIS, 14 nov 2019 (AFP) - Des médecins aux aides-soignantes, des doyens aux étudiants, c'est un hôpital public à bout de souffle qui est appelé à manifester jeudi pour exiger davantage de moyens et d'effectifs, pendant que le gouvernement peaufine un "plan de soutien" très attendu.

Sous pression budgétaire depuis des années, portée à ébullition par la grève des urgences, la cocotte-minute de l'hôpital a fini par exploser.

L'appel à une "grande manifestation", lancé il y a un mois par le nouveau collectif Inter-Hôpitaux, a fait le plein de soutiens. A commencer par le collectif Inter-Urgences, à l'origine d'un mouvement social inédit, débuté en mars à Paris et qui s'est étendu à tout le pays, avec encore 268 établissements touchés lundi.

Les revendications n'ont pas changé depuis le départ: augmentation des salaires, hausse des effectifs et réouverture des lits supprimés.

Fait rare, tous les syndicats de la **fonction publique** hospitalière s'y sont ralliés, en particulier la CGT, FO et la CFDT, qui peinent tant à s'accorder sur d'autres sujets au niveau national.

Chez les praticiens, les anesthésistes du Snphare tablent sur "une mobilisation historique", tandis que les gynécologues du Syngof ont "préparé la grève en évitant toute programmation de soins non urgents".

Du côté des étudiants, les carabins de l'Anemf et les futures sages-femmes de l'Anesf ont rejoint le mouvement, avec la bénédiction des doyens de médecine, qui ont décrété une "journée sans activités dans toutes les facultés".

Leurs aînés en internat, indispensables au **fonctionnement** des services hospitaliers, sont pour leur part consultés par leur intersyndicale (Isni) sur une possible grève "totale et illimitée à partir du mardi 10 décembre".

L'inquiétude remonte jusqu'aux pontes des commissions médicales d'établissements (CME), qui évoquent un "état d'urgence républicaine".

Même l'Ordre des médecins "comprend ce désarroi" dû à "des conditions de travail toujours plus difficiles" et attend "une réponse à la hauteur des enjeux".

- Matignon en ligne de mire -

=====

Agnès Buzyn a promis en réponse un "plan de soutien" qui mettra l'accent sur "un meilleur investissement courant" et "la revalorisation des salaires, notamment en début de carrière".

Mais la ministre de la Santé a déjà échoué par deux fois à sortir de ce conflit: ni la prime mensuelle de 100 euros versée depuis juillet, ni le plan de "refondation" annoncé en septembre n'ont suffi à faire baisser la tension.

Les manifestants visent désormais plus haut: le cortège parisien s'élancera à 14H00 de Port-Royal en direction des Invalides, en espérant que leurs représentants seront reçus à Matignon.

Ils trouveront en tout cas porte ouverte au Sénat, dominé par la droite, où une délégation sera accueillie par la commission des Affaires sociales.

En plein examen du budget 2020 de la Sécu par la chambre haute, les débats se polarisent sur la hausse des dépenses de santé, pour l'heure limitée à 2,1% à l'hôpital, quand les grévistes réclament le double.

"Des discussions sont en cours" sur le sujet, mais "elles nécessitent des arbitrages difficiles", a reconnu Mme Buzyn devant les sénateurs mardi.

En face, le ministère de l'Economie veille au grain et a déjà fait savoir qu'une reprise, même partielle, de la dette colossale des hôpitaux publics (30 milliards d'euros) "n'est pas une option envisagée".

Et Bruno Le Maire a prévenu que, "si l'on dépense de l'argent pour l'hôpital", il faudra "trouv(er) des économies en face".

Pour ouvrir le verrou de Bercy, la clé viendra d'Emmanuel Macron, qui estimait fin octobre qu'"il va falloir qu'on remette des moyens, parce qu'il faut qu'on réponde à la souffrance des personnels de santé".

A trois semaines d'une grève massive dans les transports contre la **réforme** des retraites, il y a urgence.

gbh-ac/bfa/ybl